

Unité départementale de l'Eure  
1 avenue du Maréchal Foch  
27000 Évreux

Évreux, le 19/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LHOTELLIER DEPOLLUTION (Pîtres)**

Zone Industrielle  
Rue du Manoir CS 80078  
76340 Blangy-sur-Bresle

Références : 2024.22.ERC  
Code AIOT : 0005800999

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2023 dans l'établissement LHOTELLIER DEPOLLUTION (Pîtres) implanté Lieu-dit Les Varennes rue Charles de Gaulle 27590 Pîtres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale 2023 portant sur la traçabilité des déchets (utilisation par l'exploitant des bases de données Trackdéchets et Registre national des déchets, terres et sédiments (RNDTS)).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LHOTELLIER DEPOLLUTION (Pîtres)

- Lieu-dit Les Varennes rue Charles de Gaulle 27590 Pîtres
- Code AIOT : 0005800999
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société LHOTELLIER DEPOLLUTION exerce une activité de traitement de déchets (terres polluées et sables de fonderie) sur le site de Pîtres.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action nationale 2023 portant sur la traçabilité des déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'un important stock de sables de fonderie provenant du producteur Manoir Industrie (environ 900 tonnes). La société Lhotelier Dépollution a précisé ne pas avoir réceptionné de sables depuis juillet 2022 compte tenu du dépassement du critère d'admission en fluor. La société Manoir industrie recherche une solution pour le devenir de ce déchet et, dans l'attente, le stocke sur le site de la société Lhotelier Dépollution à Pîtres.

Un courrier est envoyé à ce producteur afin de lui demander de gérer et trouver une solution sur ce sujet dans les meilleurs délais.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traçabilité des déchets dangereux	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	Sans objet
2	Traçabilité des déchets dangereux	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43	Sans objet
3	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R541-43-1	Sans objet
4	Traçabilité des déchets	Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 8.1.3.2 alinéa 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est enregistré et utilise les bases de données permettant d'assurer la traçabilité des déchets.

La base de données Trackdéchets n'a pas encore été renseignée (au jour de la visite : pas de déchets dangereux réceptionnés sur le site de Pîtres ou produit en interne aux dires de l'exploitant et au vu des registres internes).

S'agissant du recueil national de déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS), des échanges après la visite ont permis de clarifier les incohérences relevées.

L'inspection fait remonter la nécessité que les exploitants puissent réaliser un export afin de disposer de données exploitables et permettre de vérifier et comprendre les différences avec les exports réalisés par l'inspection.

L'inspection a formulé des demandes lors de la visite de terrain, une réponse de l'exploitant est attendue sous 1 mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Traçabilité des déchets dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets dangereux – utilisation de Trackdéchets
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".  Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets.  Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
<b>Constats :</b>  L'exploitant déclare ne pas avoir reçu de déchets dangereux entrants ni avoir produit ce type de déchets en 2023.  Les déchets reçus en 2023 sont essentiellement des terres non dangereuses qui sont traitées par procédé biologique et sont classés 17 05 04 (Terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03*).  L'inspection a vérifié, par sondage, le rapport annuel de l'année 2022 : les terres polluées reçues sont classées non dangereuses.

<p>S'agissant des sables de fonderie, lors de la précédente inspection du 7 juillet 2023, il a été rappelé à l'exploitant la classification en déchet dangereux sous le code 10 09 07* de ce déchet à défaut de fournir une démonstration de l'absence de dangerosité HP1 à HP5. L'exploitant déclare ne pas avoir réceptionné ce déchet en 2023.</p> <p>L'inspection a demandé à l'exploitant si l'entretien du débourbeur/déshuileur a été réalisé, le déchet généré étant classé dangereux. L'exploitant a répondu qu'il est à prévoir.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>n°1 : L'inspection rappelle à l'exploitant qu'en cas de réception de sables de fonderie, déchet dangereux à classer sous le code 10 09 07* (à défaut d'une démonstration de l'absence de dangerosité HP1 à HP5), ce déchet doit faire l'objet d'un enregistrement dans la base de données Trackdéchets.</p> <p>n°2 : L'inspection demande à l'exploitant de procéder à l'entretien annuel de son débourbeur/déshuileur <b>sous 1 mois</b> et d'utiliser Trackdéchets à cette occasion.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Traçabilité des déchets dangereux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets dangereux ou POP– utilisation du Registre national</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</li> <li>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</li> <li>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</li> <li>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</li> <li>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</li> </ul> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la</p>

<p>valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p> <p>Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la préparation de la visite, l'inspection a recherché les déclarations de l'exploitant dans Trackdéchets et le RNDTS. Pour cela une mise à jour du numéro de SIRET du site de Pîtres dans l'application GUN a été réalisée afin d'avoir une cohérence dans les outils informatiques.</p> <p>L'exploitant a expliqué que la société LHOTELLIER comporte plusieurs sites, nécessitant de rechercher les établissements par le numéro de SIRET :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- LHOTELLIER DEPOLLUTION à Pîtres : SIRET n°418 569 729 00043</li> <li>- LHOTELLIER DEPOLLUTION Alizeo à Alizay : SIRET n°Siret : 889064689 00017</li> <li>- LHOTELLIER DEPOLLUTION à Alizay : SIRET n°318 818 558 00086</li> </ul> <p>Comme évoqué au point de contrôle n°1, aucune donnée "déchet dangereux" n'est enregistrée dans Trackdéchets pour le site de Pîtres.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Traçabilité des déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R541-43-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées</p>

et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments.

Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.

Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

(...)

La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsqu'elle respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.

La gestion du registre national des terres excavées et sédiments peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I.

Les données présentes dans le registre national des terres excavées et sédiments demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.

III.-Pour l'application du présent article, le site de l'excavation mentionné au II de l'article L. 541-7 correspond :

1° Pour les terres excavées, à l'emprise des travaux, au sens de l'article R. 554-1, ou, le cas échéant, à l'emprise foncière placée sous la responsabilité de l'exploitant de l'installation classée pour la protection de l'environnement, dans la limite d'une distance parcourue par les terres excavées au maximum de trente kilomètres entre l'emplacement de leur excavation et l'emplacement de leur utilisation au sein de l'emprise des travaux ou de l'installation classée pour la protection de l'environnement ;

2° Pour les sédiments, à l'emprise

#### **Constats :**

L'exploitant renseigne le registre RNDTS. Il souligne que cette tâche lui demande beaucoup

d'énergie et de temps.

Afin d'obtenir les données sur les parcelles cadastrales du site de l'excavation des terres, l'exploitant demande cette information dès le remplissage de la fiche d'information par le producteur du déchet. L'exploitant précise la difficulté pour obtenir cette donnée (relance régulière du producteur nécessaire).

Pour extraire les données du RNDTS, l'inspection a rencontré la difficulté pour renseigner les filtres et obtenir les registres cohérents avec ceux présentés lors de la visite.

En effet, pour préparer la visite, l'inspection a réalisé une extraction du RNDTS en renseignant le filtre "ajouter un intervenant" puis "expéditeur" et SIRET. Les données extraites faisaient apparaître qu'aucune terre excavée n'avait été réceptionnée en 2023.

Lors de la visite, l'inspection a interrogé l'exploitant sur les quantités de terres excavées entrantes et sur l'incohérence entre le tonnage réceptionné et le RNDTS extrait. L'exploitant a fourni les numéros de SIRET pour chacun de ses sites et précisé qu'il renseigne le RNDTS en qualité de "déclarant". Pour la gestion des déchets, l'exploitant utilise un logiciel qui téléverse directement les données dans le RNDTS et a fait une démonstration en salle.

A l'issue de la visite, l'inspection a tenté une nouvelle extraction le 29/12/2023 du RNDTS entrant en renseignant le filtre "ajouter un intervenant" puis "déclarant" et numéro d'identification "41856972900043" (SIRET). Le registre entrant fait cette fois-ci apparaître les terres réceptionnées en 2023 pour le site LHOTELLIER DEPOLLUTION à Pîtres. Ce fichier ne permet pas d'obtenir aisément les tonnages totaux reçus et de les comparer avec la situation sur le terrain.

#### 1/ RNDTS entrant - terres excavées (17 05 04)

Lors de la visite, l'exploitant a précisé qu'environ 10 000 tonnes de terres excavées avaient été réceptionnées en 2023. L'inspection a demandé la transmission du registre interne à l'issue de la visite.

Suite à la nouvelle extraction le 29/12/2023, il apparaît que 8 074 tonnes de terres excavées ont été reçues en 2023 ce qui est cohérent avec l'indication de l'exploitant. Le registre interne des terres excavées entrantes a été transmis le 5/01/2024 et confirme ce tonnage.

Lors de la visite de terrain, l'inspection a constaté, par sondage, la présence des lots suivants référencés dans le RNDTS :

- lot P07 - Genevilliers : 721 tonnes sur site cohérent avec le RNDTS,
- P01-lots 10-08-BIO : 3 799 tonnes sur site alors que le RNDTS mentionne 4 075 tonnes, l'exploitant explique que suite à l'opération de criblage 275 tonnes de refus inertes ont été retirées avant mise en traitement,
- lot P03 - Le Petit Quevilly : 590 tonnes sur site alors que le RNDTS mentionne 1 227 tonnes, l'exploitant explique que suite à l'opération de criblage 637 tonnes de refus inertes ont été retirées avant mise en traitement,

L'inspection n'a pas vérifié la localisation des parcelles du site de l'excavation des terres.

#### 2/ RNDTS sortant - terres excavées (17 05 04)

Lors de la visite, l'exploitant a précisé que 11 065 tonnes de terres excavées avaient été expédiées en 2023 vers l'installation de stockage de déchets inertes (ISDI).



Suite à la nouvelle extraction le 29/12/2023, il apparaît que 11 518 tonnes de terres excavées ont été expédiées en 2023 vers l'ISDI en 2 évacuations (janvier et avril 2023).

Lors de la comparaison entre le registre interne et le RNDTS, l'inspection a vérifié la cohérence des données, par sondage :

- lot n°2301011 (de provenance de Caen) : 243 tonnes mentionnées dans le registre interne, tonnage cohérent avec le RNDTS,
- lot n°CAP2023-001 et n°2303002 (de provenance de Beauvais) : 2 161 tonnes mentionnées dans le registre interne, tonnage cohérent avec le RNDTS,
- lot n°ISDI 2023 (balayures de louviers) : 185 tonnes classé 17 05 04 dans RNDTS alors que dans le registre interne ce déchet est classé 20 03 03 : le registre interne a été modifié pour plus de cohérence (le RNDTS ne peut plus être modifié selon l'exploitant),
- lot n°ISDI 2023 (de provenance de Grand Couronne) évacué en janvier 2023 : 8 660 tonnes mentionnées dans le registre interne alors que le RNDTS mentionne 8 928 tonnes, l'exploitant n'a pas su expliquer la différence, il précise que son interface au RNDTS ne lui permet pas de faire d'export en tant qu'exploitant et donc de rechercher la différence entre ces 2 tonnages. A noter que pour ce lot déjà présent et en traitement en décembre 2022, le rapport trimestriel du 31/12/2022 indiquait un tonnage de 8864 tonnes, ce qui est cohérent avec le tonnage indiqué dans le registre interne. L'erreur de tonnage dans le RNDTS peut être une erreur de saisie.

L'inspection a vérifié par sondage, pour le lot n°2303002 (de provenance de Beauvais), la cohérence entre les coordonnées géographiques de la parcelle du site de l'excavation des terres sur Géoportail avec les données fournies par le producteur de déchet dans la fiche d'information préalable et le RNDTS. Les données correspondent effectivement à un chantier de construction.

**Observation :** l'inspection fait remonter la nécessité que les exploitants puissent réaliser un export afin de disposer de données exploitables et permettre de vérifier et comprendre les différences.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Traçabilité des déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 8.1.3.2 alinéa 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prendra les dispositions nécessaires pour assurer en toutes circonstances un fonctionnement optimal de ses installations de traitement de sables usagés de fonderie et de terres polluées (système d'aspiration, utilités...).

**Constats :**

Lors de la visite de terrain, l'inspection a constaté que la 2ème unité de traitement par aspiration était en cours de réparation (changement des tuyaux d'aspiration). Les lots n°P03 et P07 (reçus au premier semestre 2023) n'étaient pas encore mis en traitement.

L'inspection constate lors de la visite que l'exploitant n'a pas pris les dispositions suffisantes pour permettre un fonctionnement optimal de son unité de traitement.

L'exploitant a répondu par courriel du 5/01/2024 qu'il a depuis bien initié la mise en traitement des lots P03 et P07 courant décembre 2023 (photos jointes au courriel ainsi que le plan actualisé). "Toutefois, suite à une panne mécanique sur le crible et la période des fêtes, l'ensemble du lot n'est pas encore en traitement, il le sera courant janvier 2024."

Demande de l'inspection :

L'exploitant doit justifier sous 1 mois que les lots sont bien mis en traitement (photos de la plateforme et du bon fonctionnement de l'unité de traitement).

**Type de suites proposées :** Sans suite